

Réexamen des instruments relatifs aux aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

L'objectif de la présente consultation est d'inviter les autorités publiques et les parties prenantes à formuler des observations sur l'application des instruments de l'UE relatifs aux aides d'État pour les secteurs agricole et forestier et les zones rurales. Ces observations contribueront de manière appréciable à l'évaluation et au réexamen de ces instruments.

Une entreprise qui bénéficie de ressources publiques se voit conférer un avantage sur ses concurrentes. C'est pourquoi le traité CE interdit d'une manière générale les aides d'État. La Commission peut toutefois autoriser des aides d'État sous certaines conditions, notamment pour des raisons de développement économique ou de défaillance du marché. La Commission utilise des lignes directrices et des réglementations pour évaluer l'aide de manière que l'évaluation soit transparente, homogène et cohérente.

Afin de simplifier les procédures en matière d'aides d'État, le Conseil a habilité la Commission à arrêter des règlements d'exemption par catégorie qui dispensent certaines catégories d'aides de l'obligation de notification. Un cadre réglementaire spécifique a été mis en place pour le contrôle des aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales. Pour la période 2014-2020, ce cadre comprend les instruments suivants:

- lignes directrices de l'UE concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (ci-après les «**lignes directrices**»);
- règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (connu sous le nom de règlement d'exemption par catégorie pour l'agriculture, ci-après le «**règlement ABER** »).

Les règles relatives aux aides d'État dans le secteur agricole viennent à expiration le 31 décembre 2020. Elles vont par conséquent être révisées en vue de l'établissement de nouvelles lignes directrices et d'un nouveau règlement d'exemption par catégorie pour la période 2021-2027.

Le questionnaire comprend cinq sections. Dans la section I, vous êtes invité à exprimer votre point de vue

sur la performance d'ensemble des règles actuelles en matière d'aides d'État, les objectifs à poursuivre dans ce domaine et les défis à relever pour l'avenir, y compris les simplifications possibles. Les sections II, III et IV concernent plus particulièrement les questions liées aux aides d'État concernant, respectivement, l'agriculture, la foresterie et les activités non agricoles dans les zones rurales. La section V soulève la question de savoir si le fait, pour la Commission, d'être dotée de règles détaillées pour guider le contrôle qu'elle exerce sur les aides d'État en vertu du traité présente une valeur ajoutée européenne. La section V vous permet également de vous exprimer sur des questions qui ne sont pas abordées ailleurs dans le questionnaire.

Informations vous concernant

* Langue de ma contribution

- ☐ Allemand
- ☐ Anglais
- ☐ Bulgare
- ☐ Croate
- ☐ Danois
- ☐ Espagnol
- ☐ Estonien
- ☐ Finnois
- ☒ Français
- ☐ Grec
- ☐ Hongrois
- ☐ Irlandais
- ☐ Italien
- ☐ Letton
- ☐ Lituanien
- ☐ Maltais
- ☐ Néerlandais
- ☐ Polonais
- ☐ Portugais
- ☐ Roumain
- ☐ Slovaque
- ☐ Slovène
- ☐ Suédois
- ☐ Tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que

- ☐ Établissement universitaire/institut de recherche
- ☐ Groupement d'entreprises
- ☐ Entreprise/organisation professionnelle
- ☐ Organisation de défense des consommateurs
- ☐ Citoyen de l'UE
- ☐ Association de protection de l'environnement
- ☐ R ressortissant de pays tiers

- ☐ Organisation non gouvernementale (ONG)
- ☒ Autorité publique
- ☐ Organisation syndicale
- ☐ Autre

* Prénom

Aude

* Nom

Körfer

* Adresse électronique (ne sera pas publiée)

delegation.bruxelles@bretagne.bzh

* Portée

- ☐ Niveau international
- ☐ Niveau local
- ☐ Niveau national
- ☒ Niveau régional

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

Région Bretagne

* Taille de l'organisation

- ☐ Micro-entreprise (de 1 à 9 salariés)
- ☐ Petite entreprise (de 10 à 49 salariés)
- ☐ Moyenne entreprise (de 50 à 249 salariés)
- ☒ Grande entreprise (250 salariés ou plus)

Numéro d'inscription au registre de transparence

255 caractère(s) maximum

Veuillez vérifier si votre organisation est inscrite au [registre de transparence](#). Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré des organisations souhaitant influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veuillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

- | | | | |
|-----------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|---|
| <input type="radio"/> Afghanistan | <input type="radio"/> Djibouti | <input type="radio"/> Libye | <input type="radio"/> Saint-Pierre-et-Miquelon |
| <input type="radio"/> Îles Åland | <input type="radio"/> Dominique | <input type="radio"/> Liechtenstein | <input type="radio"/> Saint-Vincent-et-les-Grenadines |

- | | | | |
|-----------------------------------|---|----------------------|--|
| ○ Albanie | ○ République dominicaine | ○ Lituanie | ○ Samoa |
| ○ Algérie | ○ Équateur | ○ Luxembourg | ○ Saint-Marin |
| ○ Samoa américaines | ○ Égypte | ○ Macao | ○ Sao Tomé-et-Principe |
| ○ Andorre | ○ El Salvador | ○ Madagascar | ○ Arabie saoudite |
| ○ Angola | ○ Guinée équatoriale | ○ Malawi | ○ Sénégal |
| ○ Anguilla | ○ Érythrée | ○ Malaisie | ○ Serbie |
| ○ Antarctique | ○ Estonie | ○ Maldives | ○ Seychelles |
| ○ Antigua-et-Barbuda | ○ Éthiopie | ○ Mali | ○ Sierra Leone |
| ○ Argentine | ○ Îles Falkland | ○ Malte | ○ Singapour |
| ○ Arménie | ○ Îles Féroé | ○ Îles Marshall | ○ Sint-Maarten |
| ○ Aruba | ○ Fidji | ○ Martinique | ○ Slovaquie |
| ○ Australie | ○ Finlande | ○ Mauritanie | ○ Slovénie |
| ○ Autriche | ○ Macédoine du Nord | ○ Maurice | ○ Îles Salomon |
| ○ Azerbaïdjan | ● France | ○ Mayotte | ○ Somalie |
| ○ Bahamas | ○ Guyane | ○ Mexique | ○ Afrique du Sud |
| ○ Bahreïn | ○ Polynésie française | ○ Micronésie | ○ Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud |
| ○ Bangladesh | ○ Terres australes et antarctiques françaises | ○ Moldavie | ○ Corée du Sud |
| ○ Barbade | ○ Gabon | ○ Monaco | ○ Soudan du Sud |
| ○ Biélorussie | ○ Géorgie | ○ Mongolie | ○ Espagne |
| ○ Belgique | ○ Allemagne | ○ Monténégro | ○ Sri Lanka |
| ○ Belize | ○ Ghana | ○ Montserrat | ○ Soudan |
| ○ Bénin | ○ Gibraltar | ○ Maroc | ○ Suriname |
| ○ Bermudes | ○ Grèce | ○ Mozambique | ○ Svalbard et Jan Mayen |
| ○ Bhoutan | ○ Groenland | ○ Myanmar /Birmanie | ○ Swaziland |
| ○ Bolivie | ○ Grenade | ○ Namibie | ○ Suède |
| ○ Bonaire, Saint-Eustache et Saba | ○ Guadeloupe | ○ Nauru | ○ Suisse |
| ○ Bosnie-Herzégovine | ○ Guam | ○ Népal | ○ Syrie |
| ○ Botswana | ○ Guatemala | ○ Pays-Bas | ○ Taïwan |
| ○ Île Bouvet | ○ Guernesey | ○ Nouvelle-Calédonie | ○ Tadjikistan |

- Brésil
- Territoire britannique de l'océan Indien
- Îles Vierges britanniques
- Brunei
- Bulgarie
- Burkina
- Burundi
- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- Cap-Vert
- Îles Caïmans
- République centrafricaine
- Tchad
- Chili
- Chine
- Île Christmas
- Clipperton
- Îles Cocos
- Colombie
- Comores
- Congo
- Îles Cook
- Costa Rica
- Côte-d'Ivoire
- Croatie
- Cuba
- Curaçao
- Chypre
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guyana
- Haïti
- Îles Heard et McDonald
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie
- Islande
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Iraq
- Irlande
- Île de Man
- Israël
- Italie
- Jamaïque
- Japon
- Jersey
- Jordanie
- Kazakhstan
- Kenya
- Kiribati
- Kosovo
- Koweït
- Kirghizstan
- Laos
- Lettonie
- Nouvelle-Zélande
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Niue
- Île Norfolk
- Corée du Nord
- Îles Mariannes du Nord
- Norvège
- Oman
- Pakistan
- Palaos
- Territoires palestiniens
- Panama
- Papouasie - Nouvelle-Guinée
- Paraguay
- Pérou
- Philippines
- Îles Pitcairn
- Pologne
- Portugal
- Porto Rico
- Qatar
- La Réunion
- Roumanie
- Russie
- Rwanda
- Saint-Barthélemy
- Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
- Tanzanie
- Thaïlande
- Gambie
- Timor-Oriental
- Togo
- Tokélaou
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turquie
- Turkménistan
- Îles Turks-et-Caïcos
- Tuvalu
- Ouganda
- Ukraine
- Émirats arabes unis
- Royaume-Uni
- États-Unis
- Îles mineures éloignées des États-Unis
- Uruguay
- Îles Vierges américaines
- Ouzbékistan
- Vanuatu
- Vatican
- Venezuela
- Viêt Nam
- Wallis-et-Futuna
- Sahara occidental
- Yémen

- | | | | |
|--|-------------------------------|--|--------------------------------|
| <input type="radio"/> Tchèque | <input type="radio"/> Liban | <input type="radio"/> Saint-Christophe-et-Nièves | <input type="radio"/> Zambie |
| <input type="radio"/> République démocratique du Congo | <input type="radio"/> Lesotho | <input type="radio"/> Sainte-Lucie | <input type="radio"/> Zimbabwe |
| <input type="radio"/> Danemark | <input type="radio"/> Liberia | <input type="radio"/> Saint-Martin | |

* Paramètres de confidentialité pour la publication

La Commission publiera les réponses à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

☐ **Anonyme**

Seuls votre type de structure, votre pays d'origine et votre contribution seront publiés. Toutes les autres informations à caractère personnel (nom, nom et taille de l'organisation, numéro d'inscription au registre de transparence) ne seront pas publiées.

☒ **Publication**

Vos informations à caractère personnel (nom, nom et taille de l'organisation, numéro d'inscription au registre de transparence, pays d'origine) seront publiées avec votre contribution.

☒ J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

I. Questions d'ordre général

0. Pour préciser en quoi les aides d'État présentent un intérêt pour vous, veuillez indiquer la catégorie de parties prenantes à laquelle vous appartenez:

- ☒ Autorité publique chargée de l'octroi des aides d'État dans un État membre de l'UE
- ☐ Bénéficiaire d'aides au secteur agricole
- ☐ Bénéficiaire d'aides au secteur forestier
- ☐ Bénéficiaire d'aides aux activités non agricoles dans les zones rurales
- ☐ Organisation d'agriculteurs
- ☐ Organisation de sylviculteurs
- ☐ Entreprise active dans les secteurs en aval de l'agriculture ou de la foresterie
- ☐ ONG ou autre organisation de la société civile
- ☐ Universités, groupes de réflexion, cabinet de conseil ou autres domaines d'expertise
- ☐ Grand public
- ☐ Autre

1. D'après votre expérience, dans quelle mesure les règles actuelles en matière d'aides d'État ont-elles servi les objectifs suivants?

	Pas du tout	Dans une certaine mesure	Dans une large mesure	Totalement	Je ne sais pas
Utilisation à bon escient de l'argent des contribuables	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Correction des défaillances du marché	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mise en place de conditions de concurrence équitables pour les entreprises	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Traitement transparent, homogène et cohérent des affaires relatives à des aides d'État	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cohérence avec les objectifs de développement rural poursuivis dans le cadre de la PAC (à savoir promotion de la compétitivité, gestion durable des ressources naturelles, action pour le climat et développement territorial équilibré)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réglementation claire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sécurité juridique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réduction des coûts administratifs pour les autorités publiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réduction des charges réglementaires pour les bénéficiaires de l'aide	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>

2. D'après votre expérience, dans quelle mesure les règles actuelles en matière d'aides d'État sont-elles cohérentes avec le reste des politiques et de la législation de l'UE?

	Pas du tout	Dans une certaine mesure	Dans une large mesure	Totalement	Je ne sais pas
Instruments d'aides d'État horizontales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Politique agricole commune (PAC)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Politique de cohésion de l'UE	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Politique de l'UE en matière de protection de l'environnement	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 et vision à long terme pour une économie neutre pour le climat d'ici à 2050	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Politique vétérinaire et de santé publique de l'UE	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Politique de l'UE en matière de recherche et de développement	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Politique de l'UE relative aux petites et moyennes entreprises (PME)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

3. Selon vous, quelle est l'importance des objectifs poursuivis par l'octroi d'aides d'État?

	Importance nulle	Importance faible	Importance moyenne	Très grande importance	Je ne sais pas
Compétitivité et viabilité économique des entreprises des secteurs agricole et forestier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Production alimentaire viable	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Développement socio-économique dans les zones rurales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Croissance des différents secteurs de la bioéconomie (y compris l'utilisation à des fins alimentaires et non alimentaires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Gestion durable des forêts	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Utilisation durable des ressources naturelles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Services écosystémiques et biodiversité	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Atténuation du changement climatique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Adaptation au changement climatique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection de la santé publique et animale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bien-être des animaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Accès aux connaissances et aux nouvelles technologies	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4. Selon vous, quels sont les défis les plus importants que les futures règles en matière d'aides d'État devront relever?

	Importance nulle	Importance faible	Importance moyenne	Très grande importance	Je ne sais pas
Compétitivité, résilience et viabilité économique des entreprises	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Emplois et croissance dans les zones rurales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renouvellement des générations dans les zones rurales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Modification des conditions de production, y compris le progrès technologique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Évolution du marché	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Exigences de la société en matière d'alimentation et de santé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Prévention des effets néfastes sur l'environnement (eau, sol, air, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Appauvrissement de la diversité biologique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration des puits de carbone	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Phénomènes climatiques défavorables	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Maladies animales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ennemis des végétaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dommages causés par des animaux sauvages	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Coûts et charges administratifs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Utilisation à bon escient de l'argent des contribuables	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

5. Les règles en matière d'aides d'État définissent diverses conditions destinées à limiter les effets de distorsion indus de l'aide sur le marché intérieur. D'après votre expérience, quelle est l'importance des conditions suivantes?

	Importance nulle	Importance faible	Importance moyenne	Très grande importance	Je ne sais pas
Limitation des coûts éligibles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Intensités d'aide maximales /montants d'aide maximaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Forme de l'aide (prêts ou garanties, par exemple, au lieu des subventions directes)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conditions d'octroi de l'aide plus strictes pour les grandes entreprises que pour les PME	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conditions d'octroi d'aides aux investissements plus strictes pour les entreprises opérant dans le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles que pour les entreprises opérant dans le secteur de la production agricole primaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

6. D'après votre expérience, quel est le potentiel de simplification dans le cadre des futures règles en matière d'aides d'État?

	Potentiel nul	Faible potentiel	Potentiel moyen	Potentiel très élevé	Je ne sais pas
Règles et définitions plus claires	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Approche rationalisée pour les interventions prévues dans les plans stratégiques relevant de la PAC	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Options simplifiées en matière de coûts (à savoir montants ou taux forfaitaires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>

Alignement des intensités d'aide maximales sur les taux applicables pour l'aide au développement rural	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Simplification des exigences relatives à l'effet d'incitation pour les services subventionnés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Approche simplifiée en matière d'aide à la coopération	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Approche simplifiée en matière d'aide au développement local (LEADER)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Extension du champ d'application du règlement ABER à de nouvelles catégories d'aide	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Seuils de notification plus élevés dans le cadre du règlement ABER	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

7. Quelles sont vos suggestions spécifiques en matière de simplification?

1500 caractère(s) maximum

Les questions 8 à 10 ne concernent que les autorités publiques.

8. a) D'après votre expérience, dans quelle mesure les procédures suivantes sont-elles contraignantes?

	Pas contraignantes	Quelquefois contraignantes	Généralement contraignantes	Toujours contraignantes	Je ne sais pas
Notification d'une aide d'État à la Commission sur la base des lignes directrices	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Soumission d'une fiche d'information conformément au règlement ABER	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

8. b) Si possible, fournissez des estimations des coûts administratifs pour ces deux procédures: en nombre d'heures de travail/en euros/à temps plein.

Nombre moyen d'heures de travail par notification:

160

heure(s)

Coût moyen par notification:

EUR

Nombre moyen de jours de travail pour un employé à temps plein par notification:

22

jour(s)

Nombre moyen d'heures de travail par fiche d'information soumise conformément au règlement ABER:

heure(s)

Coût moyen par fiche d'information soumise conformément au règlement ABER:

EUR

Nombre moyen de jours de travail pour un employé à temps plein par fiche d'information soumise conformément au règlement ABER:

jour(s)

Nombre de notifications:

Nombre de fiches d'information soumises conformément au règlement ABER:

9. Les règles en matière d'aides d'État doivent garantir la transparence, la cohérence et l'égalité de traitement. Dans le même temps, elles ne doivent pas être excessivement contraignantes. Le niveau de détail des règles en matière d'aides d'État détermine l'équilibre entre les deux aspects. D'après votre expérience, pensez-vous que les règles actuelles établissent un juste équilibre?

- ☐ Juste équilibre
- ☒ Trop détaillées
- ☐ Trop générales
- ☐ Je ne sais pas

10. Avez-vous déjà éprouvé des difficultés à appliquer les règles actuelles en matière d'aides d'État à certains coûts/activités/objectifs qui n'étaient pas expressément inéligibles, mais qui n'entraient dans le champ d'application d'aucune catégorie d'aide spécifique?

- ☒ Oui
☐ Non
☐ Je ne sais pas

Si oui, veuillez préciser.

1500 caractère(s) maximum

- * Potentielles incertitudes/interrogations quant à l'utilisation de l'encadrement "aides d'Etat" ou "de minimis".
- * Problème d'interprétation sur la notion de bénéficiaire en fonction des situations : "exploitation agricole" ou "agriculteur". Il peut y avoir des différences de traitement (inéligibilité parfois infondée et relevant simplement de la notion de bénéficiaire non adaptée).
- * Niveau de détail trop poussé pour les coûts éligibles couverts par les régimes notifiés, par exemple l'animation va être couverte, mais pas les études car elle n'est pas mentionnée dans le descriptif fermé.

II. Aides au secteur agricole

Dispositions spécifiques en vigueur:

Partie II, chapitre 1, des lignes directrices concernant les aides d'État dans le secteur agricole

Chapitre III, sections 1 à 3, du règlement d'exemption par catégorie pour l'agriculture (règlement ABER)

11. Êtes-vous, ou avez-vous été, bénéficiaire d'une aide d'État au secteur agricole?

- ☐ Oui
☒ Non

12. Sur la base de votre expérience, êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant les aides d'État accordées au secteur agricole conformément aux règles actuelles en matière d'aides d'État?

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'avis tranché	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
Les aides ont contribué à permettre une production alimentaire viable.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont favorisé la compétitivité dans le secteur agroalimentaire.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont favorisé la croissance durable dans le secteur agroalimentaire.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont contribué au développement de la bioéconomie.	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont contribué à une utilisation durable des ressources naturelles dans l'agriculture.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Les aides ont contribué à l'atténuation du changement climatique et/ou à l'adaptation à celui-ci.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les effets positifs l'emportent sur les effets de distorsion potentiels de l'aide sur la concurrence et les échanges dans le marché intérieur.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

13. Aides d'État aux investissements dans le secteur agricole: entraînent-elles, d'après vous, des effets de distorsion potentiels sur la concurrence et le commerce intra-UE?

- ☐ Oui
☒ Non
☐ Je ne sais pas

14. Avez-vous éprouvé des difficultés particulières pour vous conformer aux règles actuelles en matière d'aides d'État applicables aux aides dans le secteur agricole?

- ☐ Oui
☒ Non
☐ Je ne sais pas

15. Sur la base de votre expérience, seriez-vous d'accord avec les modifications suivantes des règles actuelles en matière d'aides d'État?

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'avis tranché	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
Aucune aide ne sera accordée pour l'acquisition de terrains, sauf si cette acquisition sert des objectifs environnementaux et climatiques ou favorise l'installation de jeunes agriculteurs.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Les conditions d'octroi des aides aux investissements dans l'irrigation devraient être davantage ciblées sur la protection des masses d'eau, compte tenu de l'évolution prévue des conditions climatiques.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La possibilité d'octroyer des aides en vue de prévenir, de contrôler et d'éradiquer les maladies animales et de réparer les préjudices causés devrait être étendue aux maladies animales émergentes.	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La réparation des préjudices causés par les maladies animales ou les ennemis des végétaux devrait couvrir la dépréciation des	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

produits même si ces produits ne sont pas détruits.					
La compensation des dommages causés par des animaux protégés devrait couvrir les coûts indirects des dommages causés aux végétaux (coûts de traitement et coûts salariaux supplémentaires, par exemple).	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La compensation des dommages causés par des animaux protégés devrait couvrir les pertes de revenus indirectes (réduction de la capacité de production, par exemple).	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

III. Aides au secteur forestier

Dispositions spécifiques en vigueur:

Partie II, chapitre 2, des lignes directrices concernant les aides d'État dans le secteur agricole

Chapitre III, sections 4 et 5, du règlement d'exemption par catégorie pour l'agriculture (règlement ABER)

16. Êtes-vous, ou avez-vous été, bénéficiaire d'une aide d'État au secteur forestier?

- ☐ Oui
☒ Non

17. Sur la base de votre expérience, êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant les aides d'État accordées au secteur forestier conformément aux règles actuelles en matière d'aides d'État?

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'avis tranché	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
Les aides ont contribué à permettre un développement viable des zones forestières.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont contribué au développement de la bioéconomie.	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont renforcé la résilience et la protection des écosystèmes forestiers.	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont contribué au piégeage du carbone.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont contribué à la fonction récréative ou écologique des forêts.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Les effets positifs des aides l'emportent sur leurs effets de distorsion potentiels sur la concurrence et les échanges dans le marché intérieur.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
--	----------------------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

18. En ce qui concerne les aides d'État en faveur des investissements dans la foresterie: entraînent-elles, d'après vous, les effets de distorsion potentiels sur la concurrence et le commerce intra-UE?

- ☐ Oui
☒ Non
☐ Je ne sais pas

19. Avez-vous éprouvé des difficultés particulières pour vous conformer aux règles actuelles en matière d'aides d'État applicables aux aides dans le secteur forestier?

- ☐ Oui
☒ Non
☐ Je ne sais pas

20. Sur la base de votre expérience, seriez-vous d'accord avec les modifications suivantes des règles actuelles en matière d'aides d'État?

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'avis tranché	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
Aucune aide à l'investissement ne devrait être accordée pour l'acquisition de terrains, sauf si cette acquisition sert des objectifs environnementaux et climatiques.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Les investissements dans le boisement doivent être compatibles avec les objectifs en matière de climat et d'environnement conformes aux principes de gestion durable des forêts.	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
En cas de coopération: l'intensité maximale de l'aide aux investissements non productifs devrait s'élever à 100 % des coûts admissibles.	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le champ d'application du règlement ABER devrait être étendu aux mesures forestières qui, à l'heure actuelle, sont uniquement couvertes par les lignes directrices.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

IV. Aides en faveur d'activités non agricoles dans les zones rurales

Dispositions spécifiques:*Partie II, chapitre 3, des lignes directrices concernant les aides d'État dans le secteur agricole**Chapitre III, section 6, du règlement d'exemption par catégorie pour l'agriculture (règlement ABER)***21. Êtes-vous, ou avez-vous été, bénéficiaire d'une aide d'État en faveur d'activités non agricoles dans les zones rurales?**

- ☐ Oui
- ☒ Non

22. Sur la base de votre expérience, êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant les aides d'État accordées dans les zones rurales conformément aux règles actuelles en matière d'aides d'État?

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'avis tranché	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
Les aides ont créé des emplois et généré de la croissance dans les zones rurales.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont permis de favoriser la création et le développement des PME dans les zones rurales.	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont renforcé le tissu économique et social dans les zones rurales.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les aides ont contribué aux activités culturelles et récréatives dans les zones rurales.	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les effets positifs des aides l'emportent sur leurs effets de distorsion potentiels sur la concurrence et les échanges dans le marché intérieur.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

23. En ce qui concerne les aides d'État à la transformation de produits agricoles en produits non agricoles: entraînent-elles, d'après vous, des effets de distorsion potentiels sur la concurrence et le commerce intra-UE?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Je ne sais pas

24. Avez-vous éprouvé des difficultés particulières pour vous conformer aux règles actuelles en matière d'aides d'État en faveur d'activités non agricoles dans les zones rurales?

- ☒ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas

Dans l'affirmative, veuillez étayer votre réponse et donner des exemples concrets.

1500 caractère(s) maximum

Des difficultés sont liées au niveau de proportionnalité des règles par rapport à l'impact très limité de nombreuses activités non-agricoles sur la concurrence.

V. Questions finales

25. Sur la base de votre expérience, pensez-vous que le fait de disposer d'un cadre commun de règles détaillées pour examiner la compatibilité des aides d'État avec le marché intérieur présente une valeur ajoutée européenne?

- ☒ Tout à fait d'accord
- ☐ D'accord
- ☐ Pas d'avis tranché
- ☐ Pas d'accord
- ☐ Pas du tout d'accord

26. Avez-vous d'autres commentaires que ceux couverts par les questions précédentes?

3000 caractère(s) maximum

Il est crucial de pouvoir s'appuyer sur la possibilité de Régimes notifiés d'aides d'Etat avec un périmètre régional afin de prendre en considération les enjeux territoriaux et de répondre aux problématiques locales.

Vous pouvez joindre des pièces justificatives à l'appui de vos réponses aux questions ci-dessus.

La taille de fichier maximale est de 1 Mo.

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés

Useful links

[State Aid website \(https://ec.europa.eu/agriculture/stateaid_en\)](https://ec.europa.eu/agriculture/stateaid_en)

Contact

AGRI-STATE-AIDS-CONSULTATION@ec.europa.eu